



# MINISTÈRE DES ARMÉES

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Secrétariat général  
pour l'administration

Sous-direction de la préfiguration  
de l'agence ministérielle de gestion  
Bureau des achats de prestations intellectuelles

## RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

Marché passé en vertu de l'article L. 2512-3 du code de la commande publique

DOSSIER N°2025\_000866\_SGA\_SDPAMG\_BPI

Nom et adresse de l'organisme acheteur

Ministère des Armées Secrétariat général pour l'administration Sous-direction de la préfiguration de l'agence ministérielle de gestion	Adresse : 60 bd du général Martial Valin CS 21623 75509 PARIS Cedex 15 <a href="mailto:sga-sdpamg-bpi.ach.fct@intradef.gouv.fr">sga-sdpamg-bpi.ach.fct@intradef.gouv.fr</a>
Adresse plateforme des achats de l'État : <a href="http://www.marches-publics.gouv.fr">www.marches-publics.gouv.fr</a>	

Objet du marché à bons de commande	OBSERVATOIRE N°2026-01 INTITULEE: « OBSERVATOIRE DES INFRASTRUCTURES CRITIQUES CHINOISES
Codes nomenclature CPV	79311000-1 : SERVICES DE DEFENSE
Date et heure limite de remise des plis	JEUDI 18 DECEMBRE A 12H00
Budget maximum de l'administration : (sur la base de la réalisation du poste forfaitaire sur toute la durée du marché, toutes reconductions comprises)	380 000 € HT

Le dossier de consultation des entreprises relatif à du marché cité en objet comprend :

- Le présent règlement de la consultation et ses annexes :
  - annexe 1 : Conditions de remise des plis et modalités de signature électronique ;
  - annexe 2 : Conditions particulières au titre de la mention de protection « Diffusion restreinte (DR) » ;
  - annexe 3 : Procédure d'habilitation des administrateurs de Systèmes d'Information (SI) dans le cadre du traitement, du stockage ou de la manipulation de données ou de documents portant la mention Diffusion Restreinte (DR) au sein de Systèmes d'Informations ;
  - annexe 4 : Déclaration sur l'honneur attestant de l'absence de participation Russe ;
  - annexe 5 : Questionnaire relatif aux pratiques du candidat en matière de promotion d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes et de prévention des discriminations ;
  - annexe 6 : Engagement du candidat au regard des informations et supports portant les mentions DR-SF.
- Cahier des clauses particulières valant acte d'acte d'engagement et ses deux (2) annexes :
  - l'annexe technique ;
  - le cas échéant, l'annexe 2 relative à la déclaration de sous-traitance (DC4).
- La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF).

## Table des matières

I.	DESCRIPTION DE DU MARCHÉ .....	3
II.	EXÉCUTION.....	3
III.	REMISE DU DOSSIER DE CANDIDATURE.....	4
IV.	CONTENU DES DOSSIERS DE CANDIDATURE ET D'OFFRE .....	4
V.	CONDITIONS DE REMISE DES PLIS .....	7
VI.	NÉGOCIATIONS .....	7
VII.	JUGEMENT DES OFFRES.....	7
VIII.	ÉLÉMENTS DEMANDÉS À L'ATTRIBUTAIRE PRESSENTI ET SIGNATURE DE DU MARCHÉ.....	8
IX.	DISPOSITIONS PARTICULIERES.....	10

Préambule :

« Aux fins des présentes, les appellations « ministère des armées » ou « ministère des armées et des anciens combattants » sont réputées équivalentes. »

## I. DESCRIPTION DU MARCHÉ

### A. Nature, forme du besoin et protection du secret

#### Nature :

Travaux ☐

Fournitures ☐

Services ☒

#### Forme :

☒ Marché public

☒ Marché simple

☐ Marché à tranches

☐ Accord-cadre

☐ Mono-attributaire

☐ Multi-attributaire

☐ donnant lieu à :

☐ Marchés subséquents simples

☐ Marchés subséquents à tranches

☐ à des bons de commande

#### Protection du secret :

☒ Homologation du système d'information de niveau « DR »

☒ Habilitation des administrateurs au niveau « SECRET »

☒ Contrôle primaire (CPR)

☐ Marché non-protégé

☐ Marché sensible au sens de l'instruction générale interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale approuvée par l'arrêté du 9 août 2021

☐ Marché avec accès à des informations et supports classifiés (ISC)

☐ Marché avec détention d'informations et supports classifiés (ISC)

☒ Marché avec accès à des informations et supports non classifiés mais protégés au niveau [Diffusion Restreinte]

☒ Marché avec détention d'informations et supports non classifiés mais protégés au niveau [Diffusion Restreinte]

☒ Mention Spécial France (dont la divulgation des informations est strictement réservée aux seuls ressortissants français au sens de l'instruction générale interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale approuvée par l'arrêté du 9 août 2021)

### B. Allotissement

Ce marché n'est pas alloti.

### C. Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées.

## II. EXÉCUTION

Le lieu d'exécution est indiqué à l'article 6.1.2 du cahier des clauses particulières valant acte d'engagement (CCP valant AE) n°2025\_000866\_SGA\_SDPAMG\_BPI.

La durée du marché et les délais d'exécution des prestations sont indiquées aux articles 3 et 8 du CCP valant AE ci-dessus mentionné.

### III. REMISE DU DOSSIER DE CANDIDATURE

Les opérateurs économiques ont la possibilité de déposer leur dossier de candidature soit par les formulaires DC1/DC2.

#### A. Formulaires DC1 / DC2

Les candidats doivent transmettre les documents et renseignements suivants :

- le formulaire référencé DC 1 dans sa version en vigueur disponible sur le site <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics> , complété dans son intégralité ;
- le formulaire référencé DC 2 dans sa version mise à jour disponible sur le site <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publicss> reprenant l'ensemble des informations demandées au candidat au titre de la consultation et permettant d'établir ses capacités ou l'ensemble des documents mentionnés ci-dessous ;

#### Sous-traitance

La présentation d'un sous-traitant se fait, au dépôt de l'offre ou à tout moment pendant l'exécution de l'accord-cadre, à l'aide de l'imprimé DC 4 (joint au dossier de consultation) dûment rempli par le sous-traitant et le candidat, comportant l'indication des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que la déclaration sur l'honneur que le sous-traitant ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

Les sous-traitants doivent également renseigner l'annexe 4 du présent règlement de consultation relatif à la déclaration sur l'honneur attestant de l'absence de participation Russe. »

#### B. Sélection des candidats

Seuls les candidats ayant fourni l'intégralité des renseignements et documents demandés ci-après seront retenus.

### IV. CONTENU DES DOSSIERS DE CANDIDATURE ET D'OFFRE

#### a. Contenu du dossier de candidature

Les documents à fournir au titre de la candidature sont :

- formulaire de candidature DC1/DC2 ;
- habilitation de la personne à engager juridiquement la société ;
- l'annexe 4 du présent document : déclaration sur l'honneur attestant de l'absence de participation Russe ;
- l'annexe 5 du présent document : questionnaire relatif aux pratiques du candidat en matière de promotion d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes et de prévention des discriminations ;
- l'annexe 6 du présent document relative à l'engagement du candidat au regard des informations et supports portant les mentions DR-SF.

Au titre de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle :

- pour les sociétés françaises, le **numéro unique d'identification** prévu par l'article 3 de la loi n° 94-126 du 11 février 1994 relative à l'initiative et à l'entreprise individuelle et délivré par l'Institut national de la statistique et des études économiques (numéro SIREN) du candidat et des membres du groupement d'opérateurs économiques, le cas échéant ; pour les sociétés étrangères, l'inscription au registre professionnel ;

Au titre de la capacité économique et financière :

- déclaration concernant **le chiffre d'affaires global** du candidat, portant sur les trois derniers exercices disponibles (en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique) ;

Au titre de la capacité technique et professionnelle :

- **liste des principaux services de même nature** fournis au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique ;

Au titre de la mention « Spécial France » :

- Les candidats doivent apporter la preuve qu'ils disposent de la **nationalité française**. Celle-ci peut être prouvée par un faisceau d'indices tels que : le lieu du siège social, entendu comme le lieu où s'exerce la direction effective de la personne morale, le contrôle, entendu comme la détention des parts sociales et la participation aux organes de direction ;

Au titre de l'habilitation des administrateurs de SI de niveau « Diffusion Restreinte » :

- *Cas d'une société ou/et sous-traitants dont les administrateurs de SI de niveau DR sont déjà habilités par le ministère des armées* : se référer à l'annexe 2 « Conditions particulières au titre de la mention de protection « Diffusion restreinte » » et à l'annexe 3 « Procédure d'habilitation des administrateurs de Systèmes d'Information (SI) dans le cadre du traitement, du stockage ou de la manipulation de données ou de documents portant la mention Diffusion Restreinte (DR) au sein de Systèmes d'Informations » du présent document ;
- *Cas d'une société ou/et sous-traitants dont les administrateurs de SI de niveau DR ne sont pas habilités par le ministère des armées* : Se référer à l'annexe 2 « Conditions particulières au titre de la mention de protection « Diffusion restreinte » » et à l'annexe 3 « Procédure d'habilitation des administrateurs de Systèmes d'Information (SI) dans le cadre du traitement, du stockage ou de la manipulation de données ou de documents portant la mention Diffusion Restreinte (DR) au sein de Systèmes d'Informations » du présent document.

Le candidat peut fournir tout document qu'il juge utile pour analyser ses capacités techniques, professionnelles et financières.

Si le candidat s'appuie sur les capacités d'autres opérateurs économiques, il justifie des capacités de ce ou ces opérateurs économiques et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché public. Cette preuve peut être apportée par tout moyen approprié.

Si, pour une raison justifiée, l'opérateur économique n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen approprié.

### **Cas d'un groupement d'opérateurs économiques**

Dans le cadre de la consultation, l'acheteur autorise le candidat à présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements,
- en qualité de membre de plusieurs groupements

La forme du groupement n'est pas imposée.

En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire pour l'exécution du marché de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur.

Dans le cas d'une candidature d'un groupement d'entreprise, chaque membre du groupement doit fournir l'ensemble des documents et renseignements attestant de ses capacités juridiques, professionnelles, techniques et financières. L'appréciation des capacités du groupement est globale.

## **b. Dossier d'offre**

1/ Les documents à fournir au titre de l'offre sont :

- **le cahier des clauses particulières valant acte d'engagement** (CCP valant AE) renseigné par une personne habilitée à engager la société, et ses annexes complétées ;
- **l'offre technique** : un mémoire technique qui ne doit pas excéder 20 pages (une feuille = deux pages), page de garde, sommaire, profils et annexes exclus (21 x 29,7 police Arial 10). Les pages allant au-delà du nombre de pages imposé ne sont pas prises en compte au titre de l'analyse technique des offres.  
Le mémoire technique doit obligatoirement comporter les éléments mentionnés par l'article VII a. 1. Jugement technique mentionné ci-dessous dans le présent document.  
**Aucune indication du montant ne doit apparaître dans le mémoire technique.**
- **la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) ;**  
Une décomposition de prix est établie pour chaque poste dans les conditions indiquées à l'annexe 2 au présent document.  
Sa version XLS intitulée « DPGF » est jointe dans le DCE : elle est à compléter et à joindre au format XLS au dossier d'offre du candidat.  
Ce document ne constitue pas une pièce contractuelle de du marché.
- **un relevé d'identité bancaire ;**
- **le Plan Contractuel de Sécurité (PCS)** renseigné par une personne habilitée à engager la société.

Au stade de la candidature, la signature de l'offre n'est pas exigée. Cependant, les candidats sont invités à signer leur offre dès la remise de leur dossier s'ils disposent d'une clef de signature électronique.

Les offres sont valables **deux cent quarante (240) jours** à compter de la date limite de remise des offres.

## **c. Plan contractuel de sécurité**

**Le plan contractuel de sécurité (PCS)** portant la mention « Diffusion Restreinte » (DR) et « Spécial France », **ne figure actuellement pas dans le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE).**

**Il sera envoyé sur demande des candidats et après réception par l'administration de (ou des) l'engagement(s) de non-divulgaration au regard des informations et supports portant la mention [Diffusion Restreinte – Spécial France], complété(s) et signé(s) par la ou les personne(s) susceptible(s) d'avoir accès au PCS.**

Cet/ces engagement(s), et dont le modèle est joint au DCE, doi(ven)t être renvoyé(s) dès que possible via la messagerie PLACE. Suite à sa/leur réception, le PCS sera transmis au format papier, par voie postale ou en mains propres. Il peut être transmis chiffré (sous ACID *Cryptofiler* ou ZED !) sur présentation d'une attestation d'homologation de sécurité du Système d'Information de niveau [DR] sur lequel sera enregistré et traité le document et sur présentation d'une preuve d'habilitation au niveau « SECRET » du ou des administrateur(s) de ce SI.

**Le Plan Contractuel de Sécurité dûment complété devra être retourné avant la date limite de réception des offres indiquée en page de garde du document, uniquement au format papier**, en prenant les mesures nécessaires exigées par l'IGI 1300 du 9 août 2021 et selon les modalités indiquées à l'article VIII c) du présent règlement de la consultation.

## **V. CONDITIONS DE REMISE DES PLIS**

Les conditions de remise des plis figurent à l'annexe 1 du présent document.

## **VI. NÉGOCIATIONS**

L'acheteur fait le choix de recourir à la négociation.

Les exigences minimales et les critères d'attribution ne font pas l'objet de négociations.

L'acheteur négociera avec les trois (3) meilleurs soumissionnaires. Ces soumissionnaires seront déterminés à l'issue de l'analyse technique et financière des offres reçues sur la base des critères énoncés à l'article VII ci-dessous.

Les négociations pourront se faire, de façon non exclusive, par échange de courriers/courriels et/ou réunions dans les locaux du service. Elles porteront aussi bien sur les aspects techniques que financiers.

Plusieurs tours de négociation sont possibles. Les trois (3) soumissionnaires précités seront invités à participer à chacun des tours de négociation.

À l'issue de chaque tour de négociation, chacun des trois (3) soumissionnaires précités sera invité à présenter une nouvelle offre.

Toutefois, l'acheteur se réserve la possibilité d'attribuer le marché public sur la base des offres initiales sans négociation.

## **VII. JUGEMENT DES OFFRES**

### **a. Critères**

#### **1. Jugement technique**

Chaque soumissionnaire se voit attribuer une note technique sur **70 points**, décomposée de la manière suivante :

<b>Critère n°1 : Qualité et pertinence de la proposition technique :</b>	<b>35 points</b>
Sous-critère 1.1 – Compréhension de la problématique et démonstration de la prise en compte des aspects techniques.	5
Sous-critère 1.2 – Méthodologie adoptée pour réaliser les prestations. Pour le traitement analytique, préciser la capacité à ingérer des critères et points de discrimination permettant de qualifier la nature et l'avancée des infrastructures critiques chinoises. Détailler également la capacité à obtenir les images satellites et le matériel technique nécessaire en corollaire pour leur stockage, interprétation, analyse, visualisation interactive, mise à jour et diffusion.	20
Sous-critère 1.3 – Fourniture d'exemple de prestations pour évaluation permettant au commanditaire de voir concrètement le potentiel livrable (exemple : éléments d'une étude sur une infrastructure précise dans un pays tiers, son évolution dans le temps et l'espace, les acteurs intervenus et analyse sur le caractère dual de l'infrastructure [usage à des fins militaires]).	10

<b>Critère n°2 : Qualité et pertinence de la composition et de l'organisation de l'équipe :</b>	<b>35 points</b>
Sous-critère 2.1 – Profil détaillé comprenant pour chacun les expériences professionnelles récentes dans le domaine de l'étude, voire l'expérience sur le terrain (sauf réserve de classification éventuelle).	20

Sous-critère 2.2 – Rôle de chacun des intervenants au sein de l'équipe.	5
Sous-critère 2.3 – Capacité à accéder à un réseau d'analystes pertinents pour les missions demandées. La prestation requiert une insertion fluide et dynamique dans un écosystème d'experts et d'acteurs techniques qui peuvent être sollicités pour fournir ces solutions ou de l'analyse afin de répondre au cahier des charges.	10

## 2. Jugement financier

Chaque candidat se verra attribuer une note financière sur trente (30) points.

La note financière pour chaque candidat sera obtenue par application de la formule suivante :

$$N_c = 30 \times \left( \frac{P_{\min}}{P_c} \right)$$

dans laquelle :

**N<sub>c</sub>** est la note attribuée au candidat étudié ;

**P<sub>min</sub>** est le montant correspondant à la somme du montant toutes taxes comprises du poste forfaitaire toutes périodes confondues, proposé par le candidat le moins disant ;

**P<sub>c</sub>** est le montant correspondant à la somme du montant toutes taxes comprises du poste forfaitaire toutes périodes confondues, proposé par le candidat étudié.

### b. Détermination de la meilleure offre

Les offres sont classées dans l'ordre décroissant en fonction de la note globale obtenue pour chaque offre.

La note globale correspond à la somme des notes obtenues pour le jugement technique (NT) et pour le jugement financier (NF).

Si à l'issue du classement final la note globale attribuée à plusieurs offres est égale, l'acheteur se basera sur la note affectée au jugement du critère technique pour déterminer l'offre économiquement la plus avantageuse.

### c. Règle des arrondis

Les calculs pour chacune des notes (NT et NF) seront effectués avec, au maximum, deux (2) décimales.

Pour chacun de ces calculs, les arrondis sont traités de la façon suivante :

- si la troisième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;
- si la troisième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

## VIII. ÉLÉMENTS DEMANDÉS À L'ATTRIBUTAIRE PRESSENTI ET SIGNATURE DE DU MARCHÉ

### a. Documents à signer par l'attributaire pressenti

Seul l'attributaire pressenti est tenu de signer les documents suivants :

- le cahier des clauses particulières valant acte d'engagement (CCP valant AE) signé(s) par une personne habilitée à engager la société, accompagné le cas échéant, de la délégation l'habilitant. Une signature en format PADES est à privilégier ;
- le plan contractuel de sécurité (PCS) signé par une personne habilitée à engager la société, accompagné le cas échéant, de la délégation l'habilitant ;
- le DC4 en cas de sous-traitance.

Dans un souci de simplification de la procédure, l'attributaire aura la possibilité de signer électroniquement le marché dans les conditions décrites à l'annexe 1 « II- Modalités de signature électronique ».



Les modalités de transmission électronique des documents sont mentionnées à l'annexe 1 « I. Conditions de remise des plis ».

#### **b. Documents à transmettre par l'attributaire pressenti**

L'attributaire pressenti doit transmettre les documents suivants :

- certificats sociaux et fiscaux de moins de six (6) mois ;

L'attributaire pressenti dont l'offre a été classée en première position dispose de 10 jours ouverts pour transmettre les documents demandés. Passé ce délai, son offre est susceptible d'être rejetée et le soumissionnaire classé en deuxième position peut être sollicité en vue de transmettre ces documents. Cette opération est susceptible d'être renouvelée jusqu'à épuisement des soumissionnaires classés.

- le PCS ;
- Une liste nominative de l'administrateur du SI et des opérateurs soumis au CPR est également à fournir.

#### **c. Eléments propres au plan contractuel de sécurité**

Le plan contractuel de sécurité est un document papier, il doit être signé de manière manuscrite. Il doit être transmis en deux (2) exemplaires **papier uniquement**.

Ces documents doivent parvenir sous double enveloppe. L'enveloppe intérieure contenant les pièces demandées doit porter la mention de la société, l'objet et la référence de la consultation.

Le pli doit parvenir au plus tard à la date limite de remise des plis (mentionnée en page de garde du présent document), auprès de :

- Soit par **courrier**, à l'adresse postale suivante :

Sous-direction de la préfiguration de l'agence ministérielle de gestion  
(SGA/SDPAMG)  
Bureau de la performance, du conseil juridique et des relations clients-  
fournisseurs  
Section des relations clients-fournisseurs  
60 Boulevard du Général Martial Valin  
CS 21623  
75509 Paris Cedex 15

- Soit par **coursier** à l'adresse de livraison suivante :

Sous-direction de la préfiguration de l'agence ministérielle de gestion  
(SGA/SDPAMG)  
Bureau de la performance, du conseil juridique et des relations clients-  
fournisseurs  
Section des relations clients-fournisseurs  
Du lundi au vendredi de 8 h à 17 h hors jours fériés  
**36 rue de la Porte d'Issy – 75015 Paris**  
Entrée dans la cour « LOGISTIQUE »  
Se rendre au BUREAU COURRIER  
Sonner pour appeler l'opérateur pour la remise des plis  
Téléphone de l'opérateur : 09 88 67 83 52.

Le plan contractuel de sécurité est un document attaché à un marché public énumérant les engagements pris par le titulaire pour protéger les informations et supports protégés auxquelles il aura accès dans le cadre de l'exécution du marché (cf instruction générale interministérielle n°1300 sur la protection du secret de la défense nationale approuvée par l'arrêté du 9 août 2021, ci-après « IGI 1300 »). Le plan contractuel de sécurité répond aux exigences de l'annexe 28 de l'IGI 1300.

#### **d. Informations sur la notification de l'ordre de service de démarrage de la durée du marché**

La notification de l'ordre de service de démarrage de la durée du marché ne peut intervenir qu'après :

- Homologation du système d'information (SI) de niveau « DR » ;
- Habilitation des administrateurs de SI au niveau « SECRET » ;
- Obtention des contrôles primaires (CPR) valides.

### **IX. DISPOSITIONS PARTICULIERES**

#### **a. Langue**

L'ensemble des documents fournis au titre de la présente procédure doit être rédigé en français ou accompagné d'une traduction en français.

#### **b. Modification de détail du dossier de consultation des entreprises**

Les modifications ne pourront être communiquées qu'aux candidats dûment identifiés lors du retrait du dossier.

Les candidats devront répondre sur la base du dernier dossier modifié.

Dans le cas où un candidat aurait remis une offre avant les modifications, il pourra en remettre une nouvelle sur la base du dernier dossier modifié, avant les date et heure limites de réception des offres.

#### **c. Questions - Réponses**

Pour toutes questions ou renseignements complémentaires, les candidats sont invités à adresser une demande écrite au plus tard **dix (10) jours calendaires** avant la date limite de remise des candidatures indiquée en page de garde du présent document.

L'administration répondra au plus tard **six (6) jours calendaires** avant la date limite de remise des candidatures.

Les candidats ayant des difficultés à se connecter sur la présente consultation sur la plateforme des achats de l'État sont invités à consulter la foire aux questions (FAQ), puis le cas échéant, créer un ticket sur la plateforme des achats de l'État ([www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr)) en renseignant un formulaire. L'assistance téléphonique est joignable une fois le formulaire renseigné, de 9h à 19h.

## ANNEXE 1

### CONDITIONS DE REMISE DES PLIS ET MODALITÉS DE SIGNATURE ÉLECTRONIQUE

#### **I- CONDITIONS DE REMISE DES PLIS**

La date et l'heure limite de réception des plis sont fixées en première page du présent dossier de consultation.

L'administration impose de recourir à une transmission électronique sur la plateforme des achats de l'État (PLACE) depuis [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr) et/ou via le portail [www.achats.defense.gouv.fr](http://www.achats.defense.gouv.fr) ou <https://armement.defense.gouv.fr> pour la remise des plis.

Néanmoins, les opérateurs économiques ont la possibilité de transmettre une copie de sauvegarde sur support physique électronique dans les délais impartis pour la remise des plis. L'administration préconise l'utilisation de la copie de sauvegarde pour la remise de plis de grande capacité numérique.

Cette copie sera ouverte dans les conditions fixées à l'annexe n°6 du code de la commande publique.

#### **A. Transmission électronique**

L'administration impose le mode de transmission électronique pour l'ensemble de la consultation.

##### **1. Modalités de téléchargement**

Les opérateurs économiques téléchargent les documents de la consultation sur la plateforme des achats de l'État [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr). Ceci s'effectue soit en s'identifiant, de façon à permettre les éventuelles correspondances ultérieures en cas de modification du Dossier de Consultation des Entreprises (DCE), soit en téléchargement anonyme.

La transmission des documents sensibles ou confidentiels se fera de façon séparée par voie papier.

##### **2. Transmission des dossiers**

Les opérateurs économiques peuvent dès le stade de la remise des dossiers :

- d'une part, se procurer un certificat numérique conforme aux dispositions de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique dans les contrats de la commande publique ;
- d'autre part, s'identifier (ce qui nécessite d'être inscrit au préalable sur la plateforme des achats de l'État [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr)).

Conformément à l'article R. 2132-7 du code de la commande publique et à la réglementation en vigueur, le dépôt des réponses électroniques s'effectue sur la plateforme des achats de l'état accessible depuis [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr) ou via les portails [www.achats.defense.gouv.fr](http://www.achats.defense.gouv.fr) ou <https://armement.defense.gouv.fr>).

Le mode de réponse possible est une réponse expresse permettant à l'utilisateur de déposer son pli sous la forme de fichier ZIP.

1. Pour être informé des échanges avec l'acheteur, l'opérateur économique devra vérifier que l'adresse des échanges avec la plateforme des achats de l'État (PLACE) 'nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr' soit accessible ou mise sur liste blanche pour passer les filtres des serveurs proxy en place dans les entreprises.

2. Lorsque l'opérateur économique envoie son pli électronique (candidature et offre), il reçoit en retour quasi immédiat un accusé de réception électronique de son dépôt. Tout pli électronique reçu après la date limite de dépôt ne sera pas admis. Il en sera de même pour une réponse incomplète.

3. Les documents transmis doivent être compressés. Les formats utilisés pour la transmission électronique ou l'envoi sur support électronique des plis (candidatures et offres) doivent être choisis dans un format largement disponible : Word, Excel, PowerPoint, PDF, JPG, zip (Win zip, fil zip, etc.) ou équivalent, tous compatibles PC ; l'administration doit pouvoir lire et imprimer les fichiers reçus.

#### **B. Copie de sauvegarde**

L'offre sera remise :

- pour la partie financière : en un (1) exemplaire sur support informatique ;
- pour la partie technique (le Plan Contractuel de Sécurité est exclu): en un (1) exemplaire sur support informatique ;

sous enveloppe cachetée, selon les dispositions définies ci-après.

L'enveloppe sera adressée sous simple enveloppe revêtue impérativement des mentions suivantes :

- Numéro de dossier : **Dossier n° 2025\_000866\_SGA\_SDPAMG\_BPI**
- Objet : **Observatoire n° 2026-01 intitulé : « Observatoire des infrastructures chinoises »**
- Le nom et l'adresse du candidat
- Et porter la mention « Ne pas ouvrir avant la séance d'ouverture des plis » et « Copie de sauvegarde ».

L'enveloppe devra avoir été réceptionnée avant la date et heure limite fixées en première page du présent règlement de la consultation. Elle est transmise par tout moyen permettant de déterminer de façon certaine la date et heure de leur réception et de garantir la confidentialité,

- en **recommandé avec accusé de réception postal** à l'adresse suivante :

Ministère des Armées  
Secrétariat Général pour l'Administration  
Sous-direction de la préfiguration de l'agence ministérielle de gestion PC04  
Bureau des achats de prestations intellectuelles  
60 Boulevard du Général Martial Valin  
CS 21623  
75509 Paris Cedex 15

- ou **remise contre récépissé** (*pour les transporteurs y compris Chronopost*) à la sous-direction de la préfiguration de l'agence ministérielle de gestion (SGA/SDPAMG) Bureau des achats de prestations intellectuelles, du lundi au vendredi de 8 h à 17 h hors jours fériés au :

**36 rue de la Porte d'Issy – 75015 Paris**

Entrée dans la cour « LOGISTIQUE »

Se rendre au BUREAU COURRIER

Sonner pour appeler l'opérateur pour la remise des plis

Téléphone de l'opérateur : 09 88 67 83 52.

- par **voie électronique** au moyen d'outils et de dispositifs conformes aux exigences minimales des moyens de communication électroniques prévues par les dispositions de l'annexe 8 du code la commande publique (notamment sous forme de message PLACE dont l'intitulé est le numéro ou le nom du marché).

**Le contenu du pli unique comportera les éléments relatifs à la candidature et l'offre.**

## **II- MODALITÉS DE SIGNATURE ÉLECTRONIQUE**

Rappel : la signature de l'offre n'est pas imposée au titre de la remise de l'offre, mais est nécessaire à la conclusion du marché avec l'attributaire pressenti.

Par application de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique dans les contrats de la commande publique en vigueur, les opérateurs économiques doivent respecter les conditions relatives au certificat de signature du signataire, et à l'outil de signature utilisé (logiciel, service en ligne, parapheur le cas échéant), devant produire des jetons de signature conformes aux formats réglementaires dans l'un des trois formats acceptés.

### **A. Les exigences relatives aux certificats de signature du signataire**

Le certificat de signature électronique doit entrer dans au moins l'une des deux catégories suivantes :

- certificat délivré par une autorité de certification française ou étrangère répondant aux exigences équivalentes à l'annexe I du règlement du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur (eIDAS),

- certificat qualifié délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur (eIDAS).

### 1er cas : Certificat émis par une Autorité de certification "reconnue"

Le certificat de signature est émis par une Autorité de certification mentionnée dans l'une des listes de confiance suivantes :

- [www.references.modernisation.gouv.fr](http://www.references.modernisation.gouv.fr)
- [http://ec.europa.eu/information\\_society/policy/esignature/eu\\_legislation/trusted\\_lists/index\\_en.htm](http://ec.europa.eu/information_society/policy/esignature/eu_legislation/trusted_lists/index_en.htm)
- <http://www.industrie.gouv.fr/tic/certificats>

Dans ce cas, aucun justificatif n'est à fournir.

### 2ème cas : Certificat délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement eIDAS

La plateforme de dématérialisation « PLACE » accepte tous certificats de signature électronique.

L'opérateur économique doit transmettre gratuitement à l'acheteur tout document permettant de vérifier la validité de sa signature et l'intégrité des pièces fournies.

Le signataire transmet les informations suivantes :

- La procédure permettant la vérification de la qualité du certificat de signature utilisé (preuve de la qualification de l'Autorité de certification, la politique de certification...). Le candidat fournit notamment les outils techniques de vérification du certificat : chaîne de certification complète jusqu'à l'AC racine, adresse de téléchargement de la dernière mise à jour de la liste de révocation ;
- L'adresse du site internet du référencement du prestataire par le pays d'établissement ou, à défaut, les données publiques relatives au certificat du signataire, qui comportent, au moins, la liste de révocation et le certificat du prestataire de services de certification électronique émetteur.

### B. Outil de signature utilisé pour signer les fichiers

L'opérateur économique utilise l'outil de signature de son choix.

#### Cas 1 : L'opérateur économique utilise l'outil de signature de la plateforme des achats de l'État PLACE.

Dans ce cas, aucun mode d'emploi (ou information) n'est à fournir.

#### Cas 2 : Lorsque le candidat utilise un autre outil de signature que celui proposé sur PLACE, il doit respecter les deux obligations suivantes :

- 1) Produire des formats de signature XAdES, CAdES ou PAdES (dans ce dernier cas, veiller à ne pas cocher l'option « verrouiller le document après signature » en fin de procédure). **Les candidats sont invités à privilégier le format PAdES ;**
- 2) Permettre la vérification en transmettant en parallèle les éléments nécessaires pour procéder à la vérification de la validité de la signature et de l'intégrité du document, et ce, **gratuitement**.

Dans ce cas, l'opérateur économique indique la procédure permettant la vérification de la validité de la signature en fournissant notamment :

- Le lien sur lequel l'outil de vérification de signature peut être récupéré, avec une notice d'explication et les prérequis d'installation (type d'exécutable, systèmes d'exploitation supportés, etc.). La fourniture d'une notice en français est souhaitée (le cas échéant une traduction en français) ;
- Le mode de vérification alternatif en cas d'installation impossible pour l'acheteur (contact à joindre, support distant, support sur site, etc.).

En cas de difficultés sur la plateforme des achats de l'Etat (PLACE), une assistance est mise à disposition des entreprises. Un formulaire doit être au préalable renseigné en ligne pour créer un ticket. Le numéro d'appel est affiché après validation de ce formulaire et dans les courriels de notification de changement d'état de chaque demande. L'assistance téléphonique est joignable une fois ce formulaire renseigné, de 9h à 19h.

## ANNEXE 2

### CONDITIONS PARTICULIERES AU TITRE DE LA MENTION DE PROTECTION *DIFFUSION RESTREINTE*

La recevabilité de la candidature est subordonnée au respect des dispositions mentionnées dans le titre 4.5 de l'instruction ministérielle (IM) n° 900 sur la protection du secret et des informations *diffusion restreinte* annexée à l'arrêté du 15 mars 2021 portant approbation de ladite instruction.

Le présent marché est un marché avec **accès et/ou détention** des informations et supports non classifiés mais protégés par une mention *Diffusion Restreinte* conformément aux dispositions prévues :

- à l'arrêté du 9 août 2021 portant approbation de l'instruction générale interministérielle n°1300 sur la protection du secret de la défense nationale et en particulier son annexe 1 ;
- au Titre 6 relatif à la sécurité des systèmes d'information pour les entités de droit privé de l'instruction ministérielle (IM) n° 900 relative à la protection du secret et des informations *diffusion restreinte et sensibles* annexée à l'arrêté du 15 mars 2021 portant approbation de ladite instruction ;
- à l'Instruction Interministérielle n° 901/SGDSN/ANSSI du 28 janvier 2015 relative à la protection des systèmes d'informations sensibles (Titre II et III et son annexe 1).

Les systèmes d'informations (SI) sur lesquels seront manipulés, traités, stockés des données ou des documents protégés par une mention de protection de niveau *Diffusion Restreinte* devront être homologués conformément à l'Instruction interministérielle n°901/SGDSN/ANSSI du 28 janvier 2015 (Titre II et III et son annexe 1).

Le ou les administrateur(s) de ces SI sur lequel seront manipulés, traités, stockés les informations et/ou les supports portant la mention *Diffusion Restreinte* doivent bénéficier d'une décision d'habilitation « SECRET » conformément à l'Instruction ministérielle n° 900 (titre 4) et à l'annexe 3 du présent Règlement de la Consultation intitulée « Procédure d'habilitation des administrateurs de Systèmes d'Information (SI) dans le cadre du traitement, du stockage ou de la manipulation de données ou de documents portant la mention *Diffusion Restreinte* au sein de Systèmes d'Informations ».

#### **Le candidat doit fournir :**

#### **A) Un Plan Contractuel de Sécurité (qui est à récupérer après signature d'un engagement de non divulgation)**

Le plan contractuel de sécurité est un document attaché à un marché public énumérant les engagements pris par le titulaire pour protéger les informations et supports non classifiés mais protégés auxquels il aura accès dans le cadre de l'exécution du marché (cf instruction générale interministérielle n°1300 sur la protection du secret de la défense nationale, ci-après « IGI 1300 »). Le plan contractuel de sécurité répond aux exigences de l'annexe 28 de l'IGI 1300.

Les versions de travail de ce plan contractuel de sécurité peuvent être transmises par voie dématérialisée en utilisant le logiciel Acidcryptofiler ou ZED ! homologué par l'ANSSI (exemple [Zed! Version Q.2021.1](https://cyber.gouv.fr/produits-certifies/zed-version-q20211) est homologuée jusqu'au 03/08/2027 et la version Q.2020.1 jusqu'au 13/07/2026. (<https://cyber.gouv.fr/produits-certifies/zed-version-q20211> et <https://cyber.gouv.fr/produits-certifies/zed-version-q20201> ).

#### **Option 1 : pour l'envoi du PCS au candidat par voie dématérialisé et chiffré (sous ACID cryptofiler, ZED)**

- Une attestation d'homologation de sécurité du Système d'Informations de niveau *Diffusion Restreinte* ou plus, sur lequel sera enregistré et traité le document ;
- Une preuve d'habilitation au niveau [SECRET] du ou des administrateur(s) de ce SI à l'adresse indiquée ci-après – cela correspond au cas a) du B) ci-après.

**Option 2 : pour l'envoi du PCS au candidat au format papier :**

- Au moins un engagement de non-divulgateur dans lequel sont indiqués le nom d'une personne qui aura accès au Plan Contractuel de Sécurité ainsi que l'adresse de la société candidate. **Cet engagement est transmis par PLACE avant la date des plis mentionnée en page de garde du présent règlement de la consultation** et dans les meilleurs délais afin d'avoir le temps de compléter le(s) Plan(s) Contractuel(s) de Sécurité.

-----  
**Modalités de transmission du Plan Contractuel de Sécurité au titre de l'offre**

Le plan contractuel de sécurité est un document papier, il doit être signé de manière manuscrite. Il doit être transmis en deux (2) exemplaires.

Ces documents doivent parvenir sous double enveloppe. L'enveloppe intérieure contenant les pièces demandées doit porter la mention de la société, l'objet et la référence de la consultation.

**Le pli doit parvenir au plus tard à la date limite de remise des plis mentionnée en page de garde du présent document**, auprès de :

- Soit par courrier, à l'adresse postale suivante :

Sous-direction de la préfiguration de l'agence ministérielle de gestion  
(SGA/SDPAMG)  
Bureau de la performance, du conseil juridique et des relations clients-  
fournisseurs  
Section des relations clients-fournisseurs  
60 Boulevard du Général Martial Valin  
CS 21623  
75509 Paris Cedex 15

- Soit par coursier à l'adresse de livraison suivante :

Sous-direction de la préfiguration de l'agence ministérielle de gestion  
(SGA/SDPAMG)  
Bureau de la performance, du conseil juridique et des relations clients-  
fournisseurs  
Section des relations clients-fournisseurs  
Du lundi au vendredi de 8 h à 17 h hors jours fériés  
**36 rue de la Porte d'Issy – 75015 Paris**  
Entrée dans la cour « LOGISTIQUE »  
Se rendre au BUREAU COURRIER  
Sonner pour appeler l'opérateur pour la remise des plis  
Téléphone de l'opérateur : 09 88 67 83 52.

Contact concernant le Plan Contractuel de Sécurité :

Les questions sont à poser via la messagerie sécurisée de la Place



Contact concernant les dossiers d'homologation de Système d'Informations :

Les informations concernant les procédures d'homologation de SI sont disponibles à l'adresse suivante :

<https://www.armement.defense.gouv.fr/securite-et-habilitation/securite-du-numerique/conseil-et-homologation-des-systemes-dinformation>

Pour toute demande d'information SSI/Cyber (conseil, homologation, ...), le point de contact est : [dga-ssdi-dossi.conseiller-industriel.fct@intradef.gouv.fr](mailto:dga-ssdi-dossi.conseiller-industriel.fct@intradef.gouv.fr)

**B) L'ou les habilitation(s) des administrateurs de SI de niveau Diffusion Restreinte :**

- a) *Cas d'une société ou/et sous-traitants dont les administrateurs de SI de niveau DR sont déjà habilités par le ministère des armées :*

Transmettre une (ou des) attestation(s) de la (des) décision(s) d'habilitation de la/des personne(s) physique(s) émise(s) par la Direction générale de l'armement (DGA). **Le pli doit parvenir au plus tard à la date limite de remise des plis mentionnée en page de garde du présent règlement de la consultation.** L'attestation de la décision d'habilitation est protégée par la mention « Diffusion restreinte ». La transmission de ces documents se fera conformément aux exigences de l'annexe 1 de l'IGI 1300.

- b) *Cas d'une société ou/et sous-traitants dont les administrateurs de SI de niveau DR ne sont pas habilités par le ministère des armées :*

Transmettre le dossier de demande d'habilitation ou les éléments d'actualisation de l'habilitation selon l'annexe 3 du présent Règlement de la Consultation. **Le pli doit parvenir au plus tard à la date limite de remise des plis mentionnée en page de garde du présent règlement de la consultation.**

Dans le cadre d'une candidature avec déclaration d'un sous-traitant ou de plusieurs sous-traitants devant réaliser des prestations nécessitant une/des habilitation(s) personnes(s) physique(s) de son/leurs administrateurs de SI, en sus des documents de déclaration de sous-traitance et pour chaque sous-traitant, chaque société (SIREN différents) doit désigner et habilitier son/ses administrateur(s) de SI et avoir son propre officier de sécurité.

Il faut donc fournir :

- Les pièces demandées dans l'annexe 3 ci-après ;
- Le projet de plan contractuel de sécurité du marché détaillant les prestations réalisées par le sous-traitant concerné dit PCS « fils », le cas échéant ;

Contact concernant les dossiers de demande d'habilitation :

Pour toute demande d'information, le point de contact est :

<a href="mailto:sga-sdpamg.resp-gest-habilit.fct@intradef.gouv.fr">sga-sdpamg.resp-gest-habilit.fct@intradef.gouv.fr</a>
--

### ANNEXE 3

#### **Procédure d'habilitation des administrateurs de Systèmes d'Information (SI) dans le cadre du traitement, du stockage ou de la manipulation de données ou de documents portant la mention Diffusion Restreinte (DR) au sein de Systèmes d'Informations.**

Les conditions particulières au titre de la protection du secret sont les suivantes :

Les Systèmes d'Information (SI) susceptibles d'être utilisés dans le cadre, devront être homologués conformément à l'I1901/SGDSN/ANSSI et l'(es) administrateur (s) des Systèmes d'Information (SI) du titulaire utilisés dans le cadre du présent marché, devront faire l'objet d'une décision d'habilitation au moins au niveau « Secret ».

Ces procédures sont nécessaires au traitement, au stockage ou à la manipulation de données ou de documents *Diffusion Restreinte (DR)* au sein de vos Systèmes d'Information (SI) mais ne sont pas de nature à entraver la procédure d'attribution ou de notification. L'une et l'autre des procédures doit, à ce titre, être réalisée avant tout commencement d'exécution nécessitant le traitement, le stockage ou la manipulation de données ou de documents *Diffusion Restreinte (DR)*.

Le contenu et le mode de transmission des éléments relatifs à l'habilitation des administrateurs de SI *DR* du titulaire, de ses cotraitants et/ou de ses sous-traitants, dépendent du cas dans lequel le titulaire/l'entreprise se trouve. Il existe 2 cas :

a) Cas n°1 : votre entreprise est habilitée (Habilitation Personne Morale)

Si votre entreprise dispose d'une habilitation de la personne morale (HPM) au niveau SECRET ou TRES SECRET sans restriction de périmètre, l'officier de sécurité de votre entreprise peut demander l'habilitation d'une personne physique (HPP) au niveau « SECRET » pour un administrateur de Système d'Information de niveau maximal *Diffusion Restreinte (DR)*.

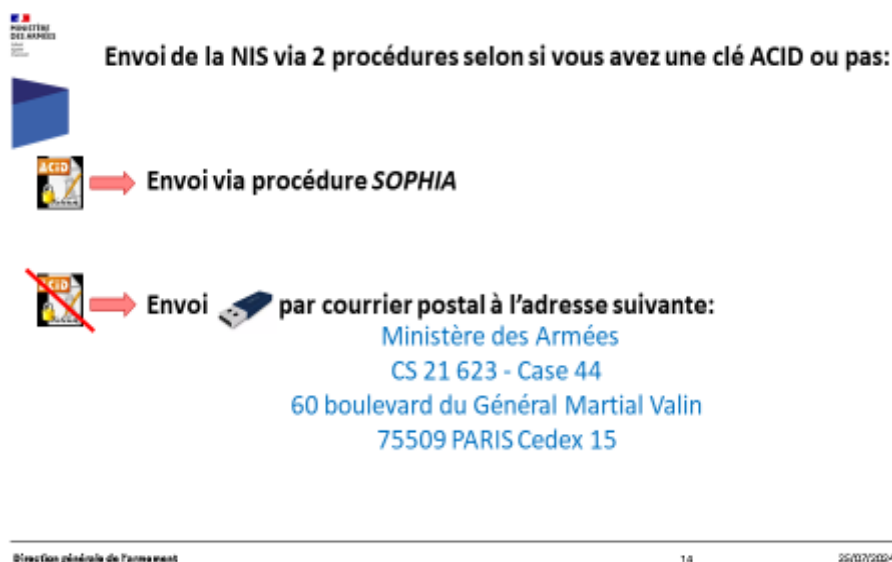
Le dossier de demande d'habilitation personne physique se compose des documents énumérés ci-dessous :

⇒ une copie de l'attestation d'habilitation de la personne morale ;

⇒ une attestation de non changement de la personne morale depuis la dernière décision d'habilitation ;

⇒ la notice individuelle de sécurité (NIS) renseignée intégralement par le candidat et vérifiée par l'Officier de Sécurité dans sa complétude et sa cohérence. Il est demandé à ce que la mention de la fonction « administrateur de SI DR » soit indiquée dans la notice individuelle de sécurité. Une photographie récente (moins de trois mois, format identique à celui demandé pour la carte nationale d'identité) est nécessaire au format numérisé (IM900) ;

Le dossier complété doit être envoyé selon un des deux modes décrits ci-dessous (procédure standard présentée au programme de la formation CISIA des officiers de sécurité) **au plus tard à la date limite de remise des plis mentionnée en page de garde du présent règlement de la consultation.**



b) Cas n°2 : votre entreprise n'est pas habilitée (Habilitat

Si votre entreprise ne dispose pas d'une habilitation de la personne morale (HPM) au niveau SECRET ou TRES SECRET, il est nécessaire de désigner puis d'habilitier un Officier de Sécurité et un Administrateur de Système d'Information. Ces fonctions peuvent être tenues par une seule et même personne ou deux personnes distinctes.

Le dossier de demande d'habilitation se compose des documents énumérés ci-dessous :

- le formulaire K-bis de la société (un exemplaire) ;
- le formulaire renseigné de contrôle primaire de chaque dirigeant inscrit au K-bis ;
- la lettre de désignation d'un officier de sécurité signée par le/la dirigeant(e) de la société (un exemplaire) ;
- la notice individuelle de sécurité (NIS) de l'officier de sécurité désigné ;
- la notice individuelle de sécurité (NIS) du ou des administrateurs de SI (de niveau maximal *Diffusion Restreinte*) désigné(s). Il est demandé à ce que la mention de la fonction « administrateur de SI DR » soit indiquée dans la notice individuelle de sécurité. Une photographie récente (moins de trois mois, format identique à celui demandé pour la carte nationale d'identité) est nécessaire au format numérisé. (IM900).

Information complémentaire concernant la notice individuelle de sécurité (NIS):

- la notice individuelle de sécurité doit être enregistrée en utilisant le bouton bleu [ENREGISTER LE FORMULAIRE] et être transmis dans l'état (formulaire pdf modifiable) ;
- les contrôles de champs de la notice individuelle de sécurité ont été renforcés sur la nouvelle version, notamment sur l'emploi des parents du candidat. Ces champs étant devenus obligatoires et bloquants s'ils ne sont pas renseignés, lorsque les informations sont inconnues du candidat (et sans possibilité qu'il les obtienne) :
  - \* dans le cas d'un parent sans emploi, le candidat mentionne SANS OBJET dans le champ nom et INCONNU dans pays (les deux derniers champs (commune et adresse) sont à renseigner en SANS OBJET ;
  - \* dans le cas où les informations sont inconnues du candidat (sans possibilité de les obtenir), il doit mentionner INCONNU dans le champ nom et pays (les deux derniers champs (commune et adresse)) sont à renseigner en INCONNU.

Les imprimés listés ci-dessus sont disponibles aux adresses suivantes :

- Contrôle primaire :

[Contrôle primaire - armement.defense.gouv.fr](http://armement.defense.gouv.fr)

- Notice individuelle de Sécurité :

[Procédures d'habilitation d'une personne physique - armement.defense.gouv.fr](http://armement.defense.gouv.fr)

-----  
**Modalités de transmission du dossier de demande d'habilitation du/des Administrateurs de SI**

Ces documents (uniquement pour les entreprises non habilitées) sont à transmettre **au plus tard à la date limite de remise des plis mentionnée en page de garde du présent règlement de la consultation** sur support amovible (clé USB). Les versions papier ne sont pas acceptées. Le support amovible doit parvenir sous double enveloppe. L'enveloppe intérieure contenant la clé USB (comportant les pièces demandées) doit porter la mention de la société, l'objet du marché et la référence de la consultation.

L'enveloppe doit parvenir auprès de :

- Soit par courrier, à l'adresse postale suivante :

Sous-direction de la préfiguration de l'agence ministérielle de gestion  
(SGA/SDPAMG)  
Bureau de la performance, du conseil juridique et des relations clients-  
fournisseurs  
Section des relations clients-fournisseurs  
60 Boulevard du Général Martial Valin  
CS 21623  
75509 Paris Cedex 15

- Soit par coursier à l'adresse de livraison suivante :

Sous-direction de la préfiguration de l'agence ministérielle de gestion  
(SGA/SDPAMG)  
Bureau de la performance, du conseil juridique et des relations clients-  
fournisseurs  
Section des relations clients-fournisseurs  
Du lundi au vendredi de 8 h à 17 h hors jours fériés  
**36 rue de la Porte d'Issy – 75015 Paris**  
Entrée dans la cour « LOGISTIQUE »  
Se rendre au BUREAU COURRIER  
Sonner pour appeler l'opérateur pour la remise des plis  
Téléphone de l'opérateur : 09 88 67 83 52.

Contact concernant les dossiers de demande d'habilitation :

[sga-sdpamg.resp-gest-habilit.fct@intradef.gouv.fr](mailto:sga-sdpamg.resp-gest-habilit.fct@intradef.gouv.fr)